

la Manche

à gauche

L'hebdo de la Fédération du PCF - numéro 3 - 17 octobre 2022

« Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel. »

Jean Jaurès

Grand succès de la marche du 16 octobre



140000 manifestant(e)s à Paris! Insoumis, socialistes, écologistes et communistes ont marché ensemble, accompagnés de plusieurs dizaines d'associations et de branches syndicales, contre « la vie chère et l'inaction climatique »



...et une centaine aussi à Coutances, prises de paroles EELV, LFI et Gaëlle Vérove pour le PCF

Le dessin de la semaine



L'édito

« Lorsque tout sera privé, on sera privé de tout »

Ce slogan de manifestation est plus que jamais d'actualité. La spéculation nourrit une inflation exceptionnelle qui met à mal les familles, mais aussi les communes. Tandis que ces collectivités doivent présenter leurs budgets, elles aussi doivent répondre à un dilemme cornélien : à service public égal, qui paie ? Qui pourra payer la cantine de son enfant au coût réel de 13 € par repas ? Qui paiera son entrée de piscine à 19 € ? Qui pourra payer plein pot les transports en commun ?

A qui profite le crime ? Toujours aux mêmes qui attendent les collectivités au tournant de la privatisation. Rendre publique la dette pour privatiser les profits...

Défendre une aide d'urgence et le retour aux tarifs réglementés de l'énergie pour les collectivités, c'est protéger les populations et promouvoir l'égalité républicaine.

Ralph Lejamtel

Secrétaire départemental du PCF

INSUPPORTABLE :

A SAINT-LÔ COMME AILLEURS EN FRANCE DES CHARGES LOCATIVES QUI EXPLOSENT

A l'heure où l'inflation dans de nombreux secteurs met en péril les budgets de nombreuses familles notre conseiller municipal, Jacky Rihouey, a révélé une information reprise par de nombreux journaux.

Plusieurs Saint-lois, abonnés à un chauffage collectif au gaz se retrouvent avec des factures qui explosent littéralement.

C'est ainsi le cas d'un locataire du Val Saint Jean dont les charges mensuelles de 140 euros par mois se voient alourdies d'un surcoût de 3200 euros au titre d'une "régularisation" pour 2021.

Avec un salaire au Smic ce salarié se retrouve face à une situation inextricable

Et les exemples sont nombreux

Comme cette famille logée dans un T2 qui devra payer 5200 euros également pour 2021.

D'autres logements, malgré de récents travaux d'isolation n'échappent pas à l'inflation comme le souligne Jacky Rihouey avec le cas d'un propriétaire résident qui se voit réclamer une facture supplémentaire de 1800 euros.

INDISPENSABLE SOUTIEN DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

L'élue de gauche a d'ores et déjà pris l'initiative d'un courrier

d'alerte au Préfet, au Président du Conseil Départemental et à Emmanuelle Lejeune, maire de Saint-Lô. Il propose la mise en place d'une cellule de crise qui pourra à la fois recenser les victimes de ce genre de coups de massue et mettre en place des

aides d'urgence.

A plus long terme il faut que des boucliers tarifaires existent et que la concurrence libre et non faussée (chère aux ultra libéraux comme Macron) entre les fournisseurs cède le pas à une authentique régulation des tarifs.



Le Val Saint - Jean - SAINT-LÔ

AGISSONS ENSEMBLE

Nous vous invitons à nous contacter si vous avez connaissance de situations alarmantes comme celles que nous venons d'évoquer.
Section du PCF: 444, rue Mantelet - 50000 SAINT-LÔ, jacky.rihouey@gmail.fr - 06 73 61 21 35

SALAIRES

« C'est notre patron qui prend les usagers en otage »

Depuis plus de trois semaines, plusieurs raffineries et dépôts de carburant sont en grève pour une juste répartition des superprofits historiques engrangés par les compagnies pétrolières. Les salariés de TotalEnergies et d'ExxonMobil attendent toujours des réponses à leurs revendications.

C'est une règle immuable pour tout mouvement social d'ampleur: (...) les grévistes sont taxés de « preneurs d'otages. (...) «Nous sommes désormais traités à demi-mot d'assassins, fulmine Thierry Defresne, secrétaire CGT du comité européen de TotalEnergies. La semaine dernière, un journaliste de télé m'a demandé comment je vivais le fait que des gens allaient mourir en raison de la pénurie de carburant qui frappe les ambulances... » (...) La situation se tend: sur les six raffineries de pétrole que compte encore l'Hexagone, quatre étaient toujours à l'arrêt le week-end dernier, dont la plus grosse de France, à Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime). (...)

L'enlèvement du conflit aura de plus en plus de répercussions à la pompe. Pour sortir de l'impasse, la CGT TotalEnergies a proposé ce week-end de cantonner l'ouverture des négociations dès lundi dernier aux seules questions salariales, mettant ainsi de côté toutes les autres revendications. La direction de la TotalEnergies n'a pas répondu favorablement (). «C'est notre patron qui prend les usagers en otage, pas nous, en conclut Adrien Cornet, de la CGT de la plateforme Total de Grandpuits (Seine-et-Marne). Nous ne faisons pas grève par plaisir mais parce que la direction refuse de redistribuer les bénéfices réalisés sur notre dos. (...) Je finis les mois dans le rouge et je n'ai pas acheté de vêtement depuis deux ans. Avec 900 euros de loyer, deux enfants en bas âge



Les salariés des raffineries veulent leur part des superprofits pétroliers.

et un crédit de 150 euros par mois, la paie est vite absorbée. » (...)

«Il y a d'abord eu le Covid, où ils ont dû faire tourner les raffineries jour et nuit en plein confinement. Puis le gel des salaires de 2021, avec un plan de suppression de postes dans la foulée qui a touché 10 % des effectifs. », souligne Christophe Aubert, de la CGT ExxonMobil pour expliquer la colère. (...) «Cela fait trente et un ans que je travaille à la raffinerie de Port-Jérôme (Seine-Maritime) et je n'avais jamais vu un mouvement d'une telle ampleur », renchérit Reynald Prevost, coordinateur syndical FO au sein du groupe américain.

Chez Total, les employés réclament 10 % de hausse des salaires (dont 7 % au titre de l'inflation et 3 % compte tenu des profits réalisés cette année), un plan d'investissement comprenant une amélioration de l'efficacité énergétique des raffineries, et des embauches. (...)

Le patron de TotalEnergies répétait jusqu'à présent qu'il n'ouvrirait pas de négociations avant le 15 novembre (...). «La suite à donner au mouvement sera mise en débat en assemblée générale et décidée avec les grévistes. (...)», a réagi Éric Sellini, coordinateur CGT du groupe. La direction d'ExxonMobil devait quant à elle rencontrer les syndicalistes lundi dernier avec de nouvelles contre-propositions. ()

«Satisfaire nos revendications impliquerait 11 millions d'euros à ExxonMobil, estime Reynald Prevost, de FO. (...) Mais chaque jour de grève à la raffinerie de Gravenchon prive ExxonMobil de 3 millions d'euros de recettes! Nos patrons refusent de nous entendre, par principe, pas pour des raisons financières. » (...) «Ça peut durer longtemps, résume Pierre-Yves Hauguel, représentant CGT de Total à Gonfreville-l'Orcher. Mais la balle est dans le camp de Total: si on parvient à trouver un accord avec la direction, nous rouvrons les robinets immédiatement. »

Les crèches en grève

Les professionnels de la petite enfance ont manifesté le 6 octobre pour réclamer le retrait de « l'arrêté autorisant à travailler en crèche sans diplôme ni expérience », les professionnels demandent d'urgence l'ouverture de places dans les écoles de formation aux métiers de la petite enfance, la revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Le but étant de rendre attractif le secteur.

4,5

C'est, en milliards de tonnes, les déchets plastiques produits chaque année par la France. Seul 1 milliard est recyclé. Hubert Wulfranc, député, a rappelé la nécessité de soutenir la création d'une filière de recyclage des polystyrènes, tout en s'inscrivant dans une politique de réduction des déchets plastiques à la source. Il a demandé au gouvernement d'agir contre les pollutions plastiques sur l'ensemble du cycle de l'eau.

Dernière minute:

Face aux menaces de réquisition des raffineries brandies par le Gouvernement, le Député Jean-Paul Lecoq a rappelé: « 10,6 milliards de bénéfices engrangés par TOTAL au premier semestre 2022, des dividendes records mais des clopinettes pour les salariés qui ont pourtant produit ces richesses? » Le Député a rappelé que le Gouvernement devrait plutôt contraindre le patronat à négocier avec les salariés.

Renforcez la NUPES avec le PCF

- Je participe aux actions de la Nouvelle union populaire écologique et sociale près de chez moi
- J'adhère au PCF

Nom & prénom: _____

Téléphone: _____

Adresse postale: _____

Bulletin à renvoyer par courrier à PCF50

59, rue Montebello - 50100 Cherbourg en Cotentin ou par mail pcf50@orange.fr

L'agenda



la Manche
à gauche

Une publication éditée chaque jeudi par le



Abonnement gratuit par mail:

pcf50@orange.fr

Résa: 02 35 07 89 80